

3, rue de l'Arrivée
75749 Paris Cedex 15

Tél : +33 (0)1 44 38 80 00



COMMUNE de MAILLY-LE-CAMP
M. le Maire, Jean-Claude ROBERT
28, rue du Général de Gaulle
10230 MAILLY-LE-CAMP

Objet : Sollicitation de votre avis concernant l'état dans lequel devra être remis le site sur lequel sera implanté le projet « Parc Éolien de l'Herbissonne II » de la société AN AVEL BRAZ.

Références réglementaires : décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 codifiés aux articles R. 515-101 et suivants du Code de l'environnement, pris pour application de l'article L. 515-46 du même code, ainsi que de l'arrêté du 26 août 2011 (relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent) modifié par l'arrêté du 6 novembre 2014.

Monsieur,

La société **Parc Éolien de l'Herbissonne II** souhaite déposer en Préfecture un dossier de demande d'autorisation d'exploiter du projet de Parc Éolien de l'Herbissonne II, situé sur les communes de Villiers-Herbisse et Mailly-le-Camp (10).

Selon la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'établissement relève de la rubrique suivante (soumise à autorisation) :

⇒ Rubrique 2980-1 - Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent

Ce dossier de demande d'autorisation d'exploiter doit comporter un certain nombre de **pièces obligatoires** : celles-ci sont listées aux articles R. 181-12 et suivants du Code de l'Environnement. En particulier, l'article D. 181-15-2 dispose que l'avis du Maire (ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme) et du propriétaire (lorsqu'il n'est pas le demandeur) sur « l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation » doit être joint au dossier.

Conformément à l'article 29 de l'arrêté du 26/08/11 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, nous vous informons qu'à la suite de la cessation d'activité et dans le cadre de la remise en état, nous prévoyons :

- ❖ d'excaver la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- ❖ de décaisser les aires de grutage et les chemins d'accès sur une profondeur de QUARANTE (40) centimètres et de reboucher par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité, sauf si le Propriétaire du terrain sur lequel est située l'Installation souhaite leur maintien en l'état ;
- ❖ de démanteler les installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon minimum de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet et selon les exigences fixées par l'article 29 de l'arrêté du 26 août 2011 précité.

Conformément à la démarche qualité du groupe AN AVEL BRAZ, les fondations en béton seront intégralement démantelées à l'issue de la période d'exploitation et les excavations seront rebouchées en matériaux identiques.

Etant donné les délais prévus pour le dépôt du dossier en Préfecture, nous vous saurions gré de nous indiquer votre avis à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

A MAILLY-LE-CAMP, le 08 juin 2021

Monsieur Xavier de LA ROCHEFOUCAULD

Mention « Bon pour accord »

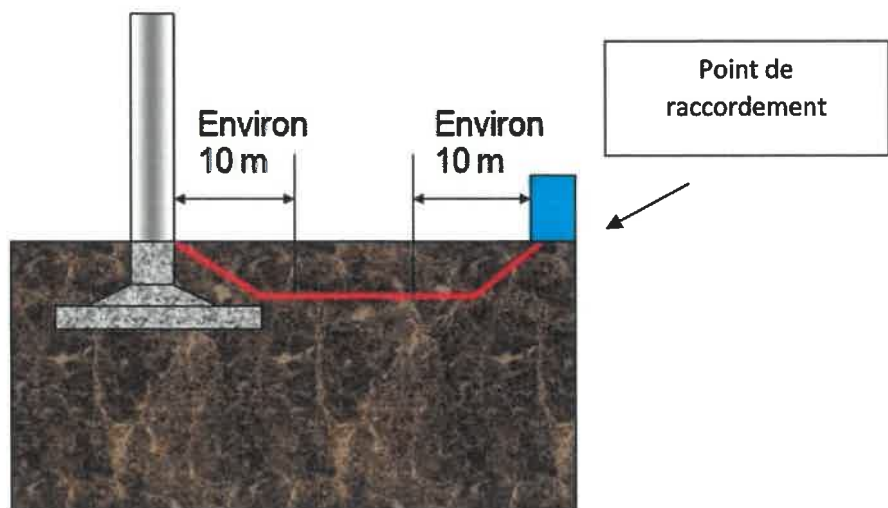
M. le Maire – Jean-Claude ROBERT

Don pour Record

Avel



(*) : Schéma de représentation du démantèlement partiel du système de raccordement au réseau
Retrait des câbles dans un rayon de 10 m environ autour des mâts et des points de raccordement



3, rue de l'Arrivée
75749 Paris Cedex 15

Tél : +33 (0)1 44 38 80 00



COMMUNE de VILLIERS-HERBISSE
M. le Maire, René LEPAGE
2, rue Basse
10700 VILLIERS-HERBISSE

Objet : Sollicitation de votre avis concernant l'état dans lequel devra être remis le site sur lequel sera implanté le projet « Parc Éolien de l'Herbissonne II » de la société AN AVEL BRAZ.

Références réglementaires : décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 codifiés aux articles R. 515-101 et suivants du Code de l'environnement, pris pour application de l'article L. 515-46 du même code, ainsi que de l'arrêté du 26 août 2011 (relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent) modifié par l'arrêté du 6 novembre 2014.

Monsieur,

La société **Parc Éolien de l'Herbissonne II** souhaite déposer en Préfecture un dossier de demande d'autorisation d'exploiter du projet de Parc Éolien de l'Herbissonne II, situé sur les communes de Villiers-Herbisse et Mailly-le-Camp (10).

Selon la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'établissement relève de la rubrique suivante (soumise à autorisation) :

⇒ Rubrique 2980-1 - Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent

Ce dossier de demande d'autorisation d'exploiter doit comporter un certain nombre de **pièces obligatoires** : celles-ci sont listées aux articles R. 181-12 et suivants du Code de l'Environnement. En particulier, l'article D. 181-15-2 dispose que l'avis du Maire (ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme) et du propriétaire (lorsqu'il n'est pas le demandeur) sur « l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation » doit être joint au dossier.

Conformément à l'article 29 de l'arrêté du 26/08/11 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, nous vous informons qu'à la suite de la cessation d'activité et dans le cadre de la remise en état, nous prévoyons :

- ❖ d'excaver la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- ❖ de décaisser les aires de grutage et les chemins d'accès sur une profondeur de QUARANTE (40) centimètres et de reboucher par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité, sauf si le Propriétaire du terrain sur lequel est située l'Installation souhaite leur maintien en l'état ;
- ❖ de démonter les installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon minimum de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet et selon les exigences fixées par l'article 29 de l'arrêté du 26 août 2011 précité.

Conformément à la démarche qualité du groupe AN AVEL BRAZ, les fondations en béton seront intégralement démantelées à l'issue de la période d'exploitation et les excavations seront rebouchées en matériaux identiques.

Etant donné les délais prévus pour le dépôt du dossier en Préfecture, nous vous saurions gré de nous indiquer votre avis à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

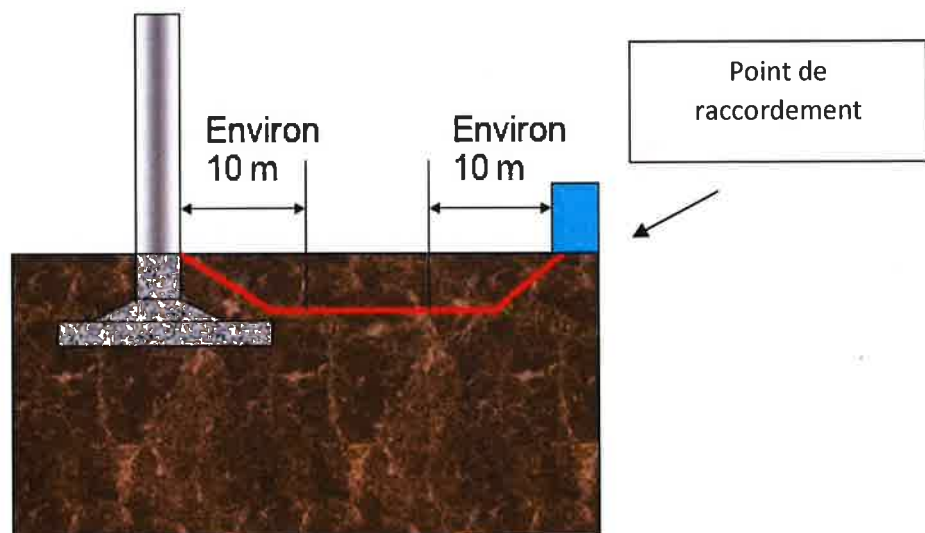
A VILLIERS-HERBISSE, le 26/04/2021

Monsieur Xavier de LA ROCHEFOUCAULD

Mention « Bon pour accord »
M. le Maire – René LEPAGE

Bon pour accord

(*) : Schéma de représentation du démantèlement partiel du système de raccordement au réseau : Retrait des câbles dans un rayon de 10 m environ autour des mâts et des points de raccordement



3, rue de l'Arrivée
75749 Paris Cedex 15

Tél : +33 (0)1 44 38 80 00



GFA DE VILLIERS-HERBISSE
Monsieur Denis SUBTIL
Ferme du Haut-Villiers
10700 VILLIERS-HERBISSE

Objet : Sollicitation de votre avis concernant l'état dans lequel devra être remis le site sur lequel sera implanté le projet « Parc Éolien de l'Herbissonne II » de la société AN AVEL BRAZ.

Références réglementaires : décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 codifiés aux articles R. 515-101 et suivants du Code de l'environnement, pris pour application de l'article L. 515-46 du même code, ainsi que de l'arrêté du 26 août 2011 (relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent) modifié par l'arrêté du 6 novembre 2014.

Monsieur,

La société **Parc Éolien de l'Herbissonne II** souhaite déposer en Préfecture un dossier de demande d'autorisation d'exploiter du projet de Parc Éolien de l'Herbissonne II, situé sur les communes de Villiers-Herbisse et Mailly-le-Camp.

Vous êtes le propriétaire des parcelles cadastrées section ZO n° 21 lieudit « Sourderon » et section YH n°17 lieudit « Voie Menu » à « Villiers- Herbisse » concernées par l'implantation des éoliennes dites « E01 – E02 et E03 »

Selon la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'établissement relève de la rubrique suivante (soumise à autorisation) :

⇒ Rubrique 2980-1 - Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent

Ce dossier de demande d'autorisation d'exploiter doit comporter un certain nombre de **pièces obligatoires** : celles-ci sont listées aux articles R. 181-12 et suivants du Code de l'Environnement. En particulier, l'article D. 181-15-2 dispose que l'avis du Maire (ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme) et du propriétaire (lorsqu'il n'est pas le demandeur) sur « l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation » doit être joint au dossier.

Conformément à l'article 29 de l'arrêté du 26/08/11 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, nous vous informons qu'à la suite de la cessation d'activité et dans le cadre de la remise en état, nous prévoyons :

- ❖ d'excaver la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- ❖ de décaisser les aires de grutage et les chemins d'accès sur une profondeur de QUARANTE (40) centimètres et de reboucher par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité, sauf si le Propriétaire du terrain sur lequel est située l'Installation souhaite leur maintien en l'état ;
- ❖ de démanteler les installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon minimum de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet et selon les exigences fixées par l'article 29 de l'arrêté du 26 août 2011 précité.

Conformément à la démarche qualité du groupe AN AVEL BRAZ, les fondations en béton seront intégralement démantelées à l'issue de la période d'exploitation et les excavations seront rebouchées en matériaux identiques.

Etant donné les délais prévus pour le dépôt du dossier en Préfecture, nous vous saurions gré de nous indiquer votre avis à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

A VILLIERS-HERBISSE, le 14/06/2021

Monsieur Xavier de LA ROCHEFOUCAULD

Mention « Bon pour accord »
GFA DE VILLIERS-HERBISSE

Bon pour accord

(*) : Schéma de représentation du démantèlement partiel du système de raccordement au réseau :
Retrait des câbles dans un rayon de 10 m environ autour des mâts et des points de raccordement

